PN-ABT-808

92763

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
BUREAU DES PROJETS EDUCATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE- UN BUT-UNE FOI

**RAPPORT DE MISSION
SUR L'EVALUATION DU PROJET
PILOTE "APPUI AUX ASSOCIATIONS
DES PARENTS D'ELEVES"
BAMAKO, MALI**

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
Bamako, Mali
1993

BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT
UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

COMMUNITY SUPPORT DOCUMENTS (APPUI A LA COMMUNAUTE)

<u>DATE</u>	<u>LANGUAGE</u>	<u>TITLE</u>	<u>SOURCE</u>
1992	English	STATUTES AND REGULATIONS OF THE FAEP	EPE
1991	French/English	FAEP PROCEDURES-LETTRES D'EXECUTION - PROGRAMMES	EPE
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 1ER RAPPORT	ISFRA
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 2EME RAPPORT	ISFRA
1992	French	SEMINAIRE DE PLANIFICATION DE SELINGUE	MEN
1992	French	NOTE TECHNIQUE SUR LA SITUATION DES PROJETS DE REHABILITATION DES ECOLES DU CERCLE DE KOLOKANI	EPE
1993	French	SEMINAIRE NATIONAL MEDIAS COMMUNAUTAIRES EDUCATION DE BASE, RAPPORT DE SYNTHESE	
Jun 1993	French	CREATION D'UNE ECOLE POUR LES ENFANTS SOURDS AU MALI	AMPSOM
	French	LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DU MALI	ISFRA
	French	ROLE DES ONG EN EDUCATION DE BASE AU MALI	GPEB
Sep 1992	French	APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES	WE
1993	French	GUIDE DE FORMATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELÈVES	WE
Aug 1993	French	RAPPORT DE MISSION SUR L'EVALUATION DU PROJET PILOTE 'APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES'	WE

LEGEND

AMPSOM-	Association Mallenne pour la Promotion des Sourds et Sourds-Muets
BPE -	Bureau des Projets d'Education
GPEB-	Groupe Pivot Education de Base (Bamako)
ISFRA -	Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée
WE-	World Education

USAID/MALI
EDUCATION/HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT OFFICE
BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT (BEEP)

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

OBJECTIF
 Améliorer la qualité, l'efficacité, et l'équité
 du système éducatif.

REGIONS CIBLES
 Koulikoro, Sikasso, Ségou, District de Bamako

FORMATION CONTINUE (BG)

- * Initiation Directeurs d'écoles et maîtres aux méthodes d'enseignement par Objectifs (OPO).
- * Formation Inspecteurs et Conseillers Pédagogiques pour assurer formation en cascade.

SYSTEME D'INFORMATION EN GESTION (DG)

- * Recensement Personnel du MEN et constitution base de données informatisée sur les Ressources Humaines.
- * Mise en place système informatisé de saisie et d'exploitation des statistiques scolaires dans les DRE.

SCOLARISATION DES FILLES (KK/FND)

- * Etudes sociologiques sur le phénomène de la sous-scolarisation des filles.
- * Campagnes de sensibilisation à travers les média/ONG locales.
- * Compétition entre écoles et distribution de prix.

ASSISTANCE EN GESTION (JT)

- * Etudes sur l'amélioration de la gestion au MEN.
- * Stages de formation en gestion pour cadres au niveau national, régional, et local/Visites d'étude.
- * Analyse des dépenses fonctionnelles.

APPUI AUX COMMUNAUTES (IS/JT)

- * Financement à 75% Projets APE pour rénovation/équipement salles de classes.
- * Lancement Projet pilote "d'Ecole Complète dans la Région de Koulikoro. Initiation APE en Gestion.

SUIVI ET EVALUATION (YMG)

- * Suivi des interventions du Projet.
- * Test dans les écoles au moyen de grilles d'évaluation des maîtres et élèves.
- * Soumission à l'IPN rapports périodiques d'évaluation sur l'impact du Projet.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Du 12 au 21 Août 1993 une équipe de sept évaluateurs composée de Allou Boly consultant World Education, Ndiaye Sidiki FAEF (MEB), Azarock Ag Inaborchad OMAES, Coulibaly Founé GRADE-Banlieue, Malga CRADE, Zalle Adama Commission Éducation et Culture, et Dicko Mahomet journaliste, ont conduit une évaluation mi-terme du projet pilote "Appui aux Associations des Parents d'Élèves" (APE) financé par l'USAID dans la commune V de Bamako et dans l'arrondissement central de Dioïla.

L'équipe a interviewé cent huit personnes dont des parents d'élèves de la commune V et des six villages pilotes du projet; des membres des bureaux APE couvertes par le projet pilote (commune V, des six villages pilotes de l'arrondissement de Dioïla), et certaines non couvertes par le projet (commune III, et de l'arrondissement central de Dioïla); des enseignants de la commune V et des six villages Pilote de l'arrondissement de Dioïla; des autorités administratives de la commune V et de l'arrondissement central de Dioïla; les animateurs et co-animateurs travaillant dans le projet pilote; et les responsables des ONG exécutant le projet pilote. En outre l'équipe a collecté et analysé les documents générés dans le cadre du projet pilote "Appui aux Associations des Parents d'Élèves).

Les principaux constats et recommandations sont:

Dans la commune V le travail de sensibilisation mené dans la première phase du projet autour des thèmes visant la redynamisation des associations de parents d'élèves a été un succès et a touché environ 36.000¹ personnes. Cette campagne a abouti à l'élection de 394 personnes² représentant les bureaux des APE, les comités de gestion et les comités d'appui de 73 écoles. Dans l'arrondissement

¹ Rapport d'évaluation du projet urbain, Avril 1993

² Rapport mensuel d'activités Juillet 1993, OMAES

central de Dioula le travail de sensibilisation a touché environ 1920 hommes et femmes³ et a abouti à l'élection/désignation de 71 personnes au total pour le renouvellement de 6 bureaux APE

Dans le cadre de l'extension du projet à d'autres régions la stratégie de sensibilisation utilisée dans la commune V et dans l'arrondissement central de Dioula devrait être maintenue et renforcée.

Un manque d'information sur la nature réelle du projet et sur les changements survenus au projet lors de son exécution, a entraîné une certaine confusion au niveau de certains acteurs du projet provoquant ainsi des frustrations et des blocages dans l'exécution de certaines phases du projet.

Dans le cadre de l'extension du projet et pour assurer une bonne collaboration entre les différents acteurs directement ou indirectement concernés par le projet il est recommandé 1) de recenser les personnes pouvant avoir des rapports avec le projet dans le cadre de ses fonctions dans chaque région, 2) de discuter du rôle éventuel que chaque personne pourrait jouer, 3) d'informer ces personnes sur la nature du projet ses buts et objectifs, et 4) de les informer des possibilités de changement dans l'exécution du projet.

De nouveaux textes qui régissent les APE de base ont été développés et adaptés au niveau de la commune V et ont été étudiés par les bureaux des APE de la commune V. Cependant il n'existe pas de textes régissant les autres APE de base.

Dans le cadre de l'extension du projet, les ONG partenaires de WE doivent continuer à aider les autres APE de base à développer ou adapter des textes les régissant.

Le système de partenariat à partir duquel opère WE est fonctionnel et productif. En effet les ONG partenaires ont chacune joué leur rôle dans l'exécution de la phase pilote du projet "Appui aux ONG" et WE a joué son rôle de soutien et d'encadrement de ses partenaires.
WE de son côté, a assumé sa mission

³ Rapport mensuel d'activités Mai 1993, GRADE-BANLIEUE/CRADE/WE

✓ Pour venir en appui à ses partenaires, World Education a organisé 4 ateliers entre Mars et Juillet en leur intention et défini ~~défini~~ un système d'échange et de formation réunissant chaque semaine les partenaires opérant à Bamako et une fois par mois tous les partenaires opérant au Mali.

Dans le cadre de l'extension du projet à d'autres régions World Education pourrait continuer à travailler avec les mêmes partenaires en aidant ces dernières à tirer les leçons de leur expérience de la phase pilote et à planifier ensemble l'exécution de la prochaine phase.

Un des succès de la phase pilote reste l'amélioration des capacités des Bureaux des APE (B.A.P.E.) à mieux gérer leur environnement scolaire. Ainsi 6 formateurs ont mené un total 112 ✓ sessions de formation dans la commune V pour l'ensemble des bureaux APE, des comités de gestion et des comités d'appui avec en moyenne 20 participants par formation. 3 formateurs aidés de 6 co-facilitateurs ont mené un total de 120 sessions de formation pour l'ensemble des ✓ bureaux APE des 6 villages de l'arrondissement central de Dioula. Chaque session de formation regroupait environ 12 participants.

Pour que les bureaux APE puissent effectivement contribuer à gérer leur environnement scolaire, le Ministère de l'Education de Base doit rechercher les moyens de faire modifier la loi qui fait de l'administration locale la seule institution autorisée à gérer les fonds destinés à l'amélioration des écoles (cas du comité local de développement) afin que les APE puissent jouer leur rôle dans le cadre de la décentralisation.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.M.P.J.	Association Mallienne pour la promotion des Jeunes
A.P.E.:	Association des Parents d'Élèves
B.A.P.E. :	Bureau des Associations des Parents d'Élevés
C.A.	Comité d'Appui
C.G.	Comité de Gestion
GRADE	Cabinet de Recherche Actions pour le Développement Endogène
GRADE-Banlieue	Groupe de Recherche Action pour le Développement des Banlieues
FAEF	Fonds d'Appui à l'Enseignement Fondamental
OMAES	Oeuvres Maliennes d'Aide à l'Enfance du Sahel
WE	World Education

I. But

Le but de cette mission était de conduire une évaluation à mi-terme du projet "Appui aux Associations des Parents d'Élèves" à la demande de l'USAID du 12 au 21 Août 1993.

II. Réalisations

1. Au niveau de l'équipe chargé de l'évaluation:

- A. Vingt huit parents d'élèves, trente trois membres des bureaux APE, trente trois enseignants ont été interviewés dans les deux zones pilotes du projet: la commune V de Bamako, et 6 villages de l'arrondissement central de Dioïla.
- B. Cinq membres des B.A.P.E. ne faisant pas parties du projet "Appui aux APE" ont été interviewé à Bamako commune III et à Dioïla centre.
- C. Cinq représentants de l'administration à savoir le chef d'arrondissement de Dioïla, le premier adjoint du commandant de cercle de Dioïla, le maire de la commune V, l'inspecteur de la commune V, et un représentant de la commission Éducation et Culture de la commune V ont été interviewés.
- D. Douze animateurs et co-animateurs travaillant dans les six villages pilotes de l'arrondissement de Dioïla et dans la commune V de Bamako ont été rencontré et interviewés.
- E. Trois représentants d'ONG, (World Education, OMAES, AMPJ) exécutant le projet ont été interviewés.
- F. Chaque interview a été mené en fonction d'une liste de contrôle développée par l'équipe d'évaluation en fonction des différents groupes cibles.
- G. Des documents relatifs générés dans le cadre du projet "Appui aux APE" ont été collectés et analysés.

- H. Certains animateurs de la commune V et ceux de Dioïla ont été observés en train d'animer des séances de formation.
2. Au niveau du projet pilote "Appui aux APE":
- A. 38.000 personnes environ ont été touché par le projet lors de la campagne de sensibilisation dans les 2 zones pilotes. 465 personnes ont été en tout élues pour la gestion de 79 écoles (publiques, de base, et madersa).
- B. Des Assemblés générales pour l'élection des bureaux APE ont été organisées dans toutes les zones pilotes; certaines assemblés générales ont regroupé entre 150 et 200 participants.
- C. Des réunions d'information hebdomadaires des bureaux APE de chaque école ou groupement scolaire ont été instaurées.
- D. Un guide de formation à l'intention des membres des bureaux APE a été développé en Français et en Bambara par WE et ses partenaires ONG.
- E. 232 sessions de formation ont été organisées par 9 formateurs des ONG partenaires et 6 co-facilitateurs pour une population moyenne de 20 participants par session. Les formations ont été faites avec le guide formation des bureau APE.
- F. 6 requêtes pour la réhabilitation des écoles ont été formulées à l'intention du FAEF par les six villages du projet APE de Dioïla.
- G. 4 sessions de formation et des séances hebdomdaires pour l'OMAES et mensuel pour GRADE-Bablieue et CRADE "d'échange-formation" ont été organisé par WE à l'intention des ONG partenaires.

III. Historique

Lors de l'exécution du projet urbain financé par l'USAID, et mise en oeuvre par World Education et ses partenaires ONG d'Août 1991 à

Avril 1993, WE a été plusieurs fois sollicité par des parents d'élèves pour intervenir dans l'amélioration du cadre scolaires exprimant de ce fait un besoin ressenti dans l'enseignement au Mali. Dans le souci de répondre à ce besoin, WE a contacté l'USAID à la recherche de financements pour le projet "Appui aux Associations des Parents d'Élèves".

A travers les Fonds d'Appui à l'Enseignement Fondamental (FAEF), l'USAID approuve le financement du projet "Appui aux APE" d'une durée de 8 mois. Le projet comporte deux volets: le volet formation qui est géré par WE et exécuté par les ONG partenaires de WE, et un volet réhabilitation/construction géré par le FAEF et supervisé par les ONG partenaires de WE.

la supervision fait-elle partie des termes de référence établis?

Ce rapport décrit les réalisations à mi-terme du projet et les difficultés rencontrés dans son exécution.

IV. Description des activités

A. Préparation de l'évaluation

L'équipe d'évaluation s'est réuni les 12 et 13 Août pour discuter des termes de références de l'évaluation, choisir l'échantillon, développer les instruments d'évaluation et constituer les sous-équipés devant mener l'évaluation sur le terrain. Ainsi, un échantillon raisonné de 108 personnes comprenant des parents d'élèves, des membres des B.A.P.E., des enseignants des autorités administratives et les formateurs de la commune V et des six villages pilotes de Dioïla ainsi que des membres des B.A.P.E. de la commune III et de Dioïla centre, et des responsables des ONG exécutant le projet a été établi.

Des instruments d'évaluation et de synthèse ont été développés. (voir exemplaires en Annexe A et B).

Un calendrier de travail sur le terrain a été fait avec l'équipe (Voir annexe C).

B. Exécution de l'évaluation

L'évaluation sur le terrain a duré du 13 au 19 Août 1993 et a été menée simultanément par deux équipes à Bamako les 13, et 14 Août puis par une équipe du 14 au 19 Août. pendant cette même période la deuxième équipe s'est rendu à Dioïla pour conduire l'évaluation du projet pilote.

C. Après le travail sur le terrain

L'équipe s'est réunie le 20 Août pour compiler et analyser les données recueillies sur le terrain.

V. Constats et Recommandations

A. Pendant la phase de la sensibilisation

1. Constats

Dans la commune V le travail de sensibilisation mené dans la première phase du projet autour des thèmes visant à redynamiser les associations des parents d'élèves a été un succès et a touché environ 36.000⁴ personnes soit environ 33% de la population totale. Ce travail a abouti au renouvellement des bureaux APE et la mise sur pied de nouvelles structures. Ainsi 7 bureaux APE ont été renouvelés soit au total 84 personnes élues⁵, 73 comités d'appuis ont été mis sur pied soit 292 personnes élues⁶ et 7 comités de gestion ont été mis sur pied soit 21 personnes élues⁷. Ce qui donne un total de 394 personnes élues pour 73 écoles (publiques, de base et Medersas)⁸.

Dans l'arrondissement central de Dioïla le travail de sensibilisation a touché environ 1920 hommes et femmes⁹ soit 30% environ de la population âgée de 14 et plus et a abouti à l'élection de 71 personnes au total pour le renouvellement de 6 bureaux APE.

⁴ Rapport projet urbain du

⁵ Rapport mensuel d'activités Juillet 1993, OMAES

⁶ idem

⁷ idem

⁸ idem

⁹ Rapport mensuel d'activités Mai 1993, GRADE-BANLIEUE/GRADE/WE

Une seule APE de la commune V a connu des blocages dans le processus de renouvellement de son bureau dues à des divergences politiques intenses au sein de ses membres. Ceci a retardé considérablement le commencement des activités de formation: il s'agit de celle de Daoudabougou.

Le renouvellement des bureaux s'est fait par voie électorale jugée démocratique et transparente. L'élection a quelque fois confirmé la désignation d'un candidat choisi par la communauté.

Afin de toucher le plus grand nombre de parents d'élèves différentes stratégies ont été utilisées. Ces stratégies comprennent : le porte à porte à l'intention principalement des leaders pour leur expliquer le projet et obtenir leur adhésion au projet; les annonces de réunions ou d'assemblée générale faite les vendredis à la mosquée à l'intention du grand public; les avis de convocation adressée directement aux parents par l'intermédiaire des élèves ; l'utilisation des crieurs publiques pour annoncer le lieu et les thèmes des AG ; les circulaires d'information signées par l'inspecteur à l'adresse des directeurs d'école les informant de l'existence du projet "Appui aux APE" ; les circulaires d'information adressées aux parents d'élèves par le maire et les informant du "Projet Appui aux APE" et leur demandant de participer activement à l'exécution du projet ; les réunions d'information organisées chez les chefs de villages et de quartiers, chez les directeurs d'écoles.

Recommandations

Dans le cadre de l'extension du projet à d'autres régions la stratégie utilisée dans la commune V et dans l'arrondissement central de Dioïla devrait être maintenue et renforcée. Les campagnes de sensibilisation au niveau des parents d'élèves devraient précéder l'élection des bureaux des APE de base afin de permettre une implication plus consciente des membres de l'association dans le processus électoral et dans la vie de l'association.

Pour réduire les possibilités de blocage lors des élections des différents bureaux des APE, comme ce fut le cas à

Daoudabougou où différentes tendances politiques se sont affrontées, la campagne de sensibilisation précédant l'élection du bureau devrait être menée par des professionnels de l'animation encadrés par les ONG partenaires de WE. Il faut éviter dans la mesure du possible de faire appel aux représentants des partis politiques comme agents de sensibilisation et plutôt choisir de renforcer en nombre si nécessaire l'équipe professionnelle chargée de faire la sensibilisation.

2. Constats

Un manque d'information sur la nature réelle du projet et sur les changements survenus au projet lors de son exécution, a entraîné une certaine confusion au niveau de certains acteurs du projet provoquant ainsi des frustrations et des blocages dans l'exécution de certaines phases du projet.

Ainsi le lien entre le "Projet Appui aux APE" et le FAEF ne semble pas avoir été clairement perçu par l'administration de l'arrondissement de Dioïla, la coordination des bureaux APE du cercle de Dioïla, et le bureau de l'arrondissement central de Dioïla. Ceci semble être une des raisons du blocage de l'acheminement des requêtes faites par les APE de base des six villages pilotes et adressées au FAEF.

En outre les promesses de constructions de nouveaux locaux faites aux APE par les ONG partenaires de WE au nom du Projet Appui aux APE lors de la phase de sensibilisation d'une part et le changement intervenu au niveau de la Banque Mondiale de ne plus financer les constructions de nouveaux locaux dans le secteur public à Bamako mais de ne financer que les rénovations d'autre part, ont provoqué un certain malaise et une certaine confusion chez les ONG partenaires de WE quant aux messages à véhiculer au niveau des B.A.P.E. .

Recommandations:

Dans le cadre de l'extension du projet et pour assurer une bonne collaboration entre les différents acteurs directement ou indirectement concernés par le projet il est proposé 1) de recenser les personnes pouvant avoir des

rapports avec le projet dans le cadre de leurs fonctions dans chaque région, 2) de discuter du rôle éventuel que chaque personne pourrait jouer, 3) d'informer ces personnes sur la nature du projet ses but et objectifs, et 4) de les informer des possibilités de changement dans l'exécution du projet.

B. Pendant la phase de la formation

1. Constat

De nouveaux textes qui régissent les APE de base ont été développés et adaptés au niveau de la commune V et ont été étudié par les bureaux des APE de la commune V. Cependant les autres APE de base sont régis par les anciens textes.

La formation des B.A.P.E. a été assurée par les animateurs-formateurs des ONG partenaires qui ont tous utilisé le guide de formation développé par WE et ses partenaires. Le guide a été jugé très utile et dans son contenu et dans son approche. Il a été adapté et traduit en bambara pour utilisation dans l'arrondissement de Diolla. Lors de cette adaptation une stratégie pour l'adaptation du guide à différents milieux culturels et linguistiques a été dégagée.

Les animateurs-formateurs ne maîtrisent pas tous très bien les techniques de formation recommandées dans le guide.

Les séances de formation dans l'arrondissement de Diolla se déroulaient tous les jours de 20h00 à 23h00 et ont connu une participation régulière des membres des bureaux APE. Cette participation régulière était motivée principalement par le désir d'apprendre des membres des bureaux pour mieux jouer leurs rôles au sein de l'APE. Dans l'ensemble de ces villages des cours d'alphabétisation ont été improvisés sur l'initiative des membres des bureaux APE pour apprendre à lire et écrire en Bambara. Aucun per diem n'a été versé aux participants lors de la formation. Selon les animateurs-formateurs qui sont à Diolla aucune promesse de per diem ne leur a été faite ni au début ni pendant la formation. Un repas était servi tous les soirs avant la formation afin de permettre aux parents

d'élèves qui habitaient les villages voisins et qui venaient directement des champs de dîner. Néanmoins, à la fin de la formation et à la surprise des participants une somme d'argent leur a été versée.

Les séances de formation au niveau de la commune V se déroulaient principalement les Samedis et Dimanches. Les heures étaient fixées selon les B.A.P.E.. La participation des membres des B.A.P.E. était très irrégulière et semblait être principalement motivée par le paiement d'un per diem sauf dans le cas de Sabalibougou et de Baco Djicoroba où des participations de 37 personnes et plus ont été enregistrées dès le commencement du projet. Ce per diem a été jugé insuffisant par la plupart des personnes interviewées. Lors d'une séance Echange-Formation, les animateurs-formateurs de la commune V avaient exprimé leur crainte de voir les membres des B.A.P.E arrêter de venir aux formations car la somme prévue pour le paiement de leur per diem était presque épuisée et la formation n'était pas encore finie.

Recommandations

Dans le cadre de l'extension du projet, les ONG partenaires de WE doivent continuer à aider les autres APE de base à développer ou adapter des textes les régissant.

Pour ce qui est de la formation des B.A.P.E. dans le cadre de l'extension du projet, les ONG doivent continuer l'utilisation du guide de formation des APE en l'adaptant aux réalités linguistiques et culturels des régions d'extension du projet. Les animateurs formateurs doivent suivre une formation en méthodologie et technique de formation des adultes.

La principale source de motivation pour la participation des membres des B.A.P.E. aux séances de formation doit provenir de leur désir de jouer un rôle important dans l'APE. Ceci peut être obtenu dans la plupart des cas si la personne élue présente certaine disponibilité et également par une campagne de sensibilisation et de conscientisation qui doit être mené par les ONG.

C. Par rapport au partenariat

Constat

Le système de partenariat à partir duquel opère WE est fonctionnel et productif. En effet les ONG partenaires ont chacune joué son rôle dans l'exécution de la phase pilote du projet "Appui aux ONG" et WE a joué son rôle de soutien et d'encadrement de ses partenaires. Pour venir en appui à ses partenaires, WE a organisé 4 ateliers entre Mars et Juillet en leur intention. Chaque atelier a touché 20 participants en moyenne. En plus des ateliers, WE a défini un système d'échange et de formation réunissant chaque semaine les partenaires opérant à Bamako et une fois par mois tous les partenaires opérant au Mali. Ces séances d'échange et de formation sont de véritables forum de formation qui traite des besoins spécifiques des ONG partenaires dans l'exécution du projet.

Dans le processus d'exécution du projet quelques difficultés sont apparues sur le terrain. Ces difficultés provenaient de deux éléments principaux : le premier est dû à un manque d'information au niveau des ONG partenaires sur la répartition des rôles entre WE et le FAEF quant à l'exécution des deux volets du projet. Le deuxième élément provient des approches utilisées par les ONG partenaires dans leur relation avec certains acteurs du projet. Ainsi au niveau de Dioula l'approche de responsabilisation des APE de base utilisée par les ONG a amené l'administration de l'arrondissement de Dioula et les membres de l'APE centrale à se sentir indésirés et exclus du processus d'exécution du projet. Au niveau de Daoudabougou, l'inclusion des partis politiques dans la phase de sensibilisation des APE a également provoqué des blocages dans l'exécution du projet.

Recommandations

Dans le cadre de l'extension du projet à d'autres régions WE devrait continuer à travailler avec les mêmes partenaires en aidant ces dernières à tirer les leçons de leur expérience de la phase pilote et à planifier ensemble l'exécution de la prochaine phase. Les leçons tirées et la planification de l'exécution de la phase de l'extension du

projet pourrait se faire au cours d'un séminaire de 2 à 3 jours visant à renforcer les capacités des ONG partenaires à mieux gérer les projets. Le FAEF pourrait être convié à ce séminaire.

D. Par rapport aux capacités des APE à gérer leur environnement scolaire

1. Constat

Un des succès de la phase pilote reste l'amélioration des capacités des B.A.P.E. à mieux gérer leur environnement scolaire. Ainsi 6 formateurs ont mené un total 112 formations dans la commune V pour l'ensemble des bureaux APE, des comités de gestion et des comités d'appui soit en moyenne 16 formations par APE. Les formations ont connues une affluence moyenne de 20 participants par session. Dans certain cas on a noté jusqu' à 37 participants aux séances de formation. Dans les cas de faible participation on a enregistré 8 personnes. Dans l'arrondissement central de Diolla, 3 formateurs aidés de six co-facilitateur ont mené un total de 120 sessions de formation pour l'ensemble des bureaux APE soit environ 20 sessions par APE. Les formations ont connu des affluence moyenne de 12 participants par session.

La formation dont l'objectif principal reste de renforcer les capacités des APE de base pour une autonomie de gestion de leur environnement scolaire dans le cadre de la décentralisation, a également permis de mettre en évidence l'existence de textes juridiques reconnaissant l'administration centrale comme étant la seule autorité à gérer tout financement destiné à l'amélioration des structures scolaires. Cette loi entre en contradiction avec l'objectif de faire des APE de base des entités autonomes chargées de la gestion de leur environnement scolaire.

Recommandations

Pour que les B.A.P.E. puissent effectivement contribuer à gérer leur environnement scolaire les formations assurées dans le cadre du projet Appui aux APE seules ne suffisent pas. Le Ministère de l'Education de Base doit rechercher les moyens de faire modifier la loi qui fait de l'administration centrale la seule institution autorisée à gérer les fonds

destinés à l'amélioration des écoles afin que les APE puissent jouer leur rôle dans le cadre de la décentralisation.

E. Par rapport aux APE ne faisant pas parti du projet "Appui au APE"

Constat

Les membres des bureaux des APE ne bénéficiant pas de l'intervention du projet "Appui aux APE" ont exprimé les besoins de suivre les mêmes formations.

Recommandation

Le projet "Appui aux APE" reste un besoin au Mali qui se traduit par une demande de formation exprimée par les autres APE n'ayant pas fait parti de la phase pilote. D'autre part le succès rencontré dans la phase pilote du projet et ce besoin exprimé par les ONG, justifierait l'extension du projet à d'autres zones.

INSTRUMENT D'EVALUATION DU PROJET PILOTE APE

I. Phase de Sensibilisation

Conduire une interview du groupe cible ci dessous en utilisant le cadre suivant :

1. Groupe Cible

Parents d'élèves, Membres des bureaux APEs, Enseignants.

2. cadre de l'interview

- a. Thèmes de sensibilisation abordée
- b. Mode de sensibilisation utilisés
- c. Mode d'élection de bureau (APE, Comité d'Appui, comité de gestion)
- d. Nombre de bureaux élus
- e. Nombre d'AG et de Réunions tenues
- f. Existence de nouveaux textes

3. Documents à collecter

PV des réunions et AGs (APE)
PV des réunions hebdomadaires (ONG)
Textes des APE anciens et nouveaux
Rapports d'activités (ONG)
Correspondances relatives au projet
(Mairie/CCE/ONG/coord. des APE)

II Phase formation

1. Groupe cible

Membre des bureaux des APE, Comité de gestion, comité d'appui

2. Cadre de l'interview

- a. Compréhension de leur mission
- b. Existence d'un plan d'action
- c. Compréhension des rôles et attributions des membres des bureaux et comité d'appui et de gestion
- d. Mécanisme de communication au sein du bureau
- e. Capacité d'élaborer une lettre de requête
- f. Contenu de la formation
- g. Motivation des participants à la formation

3. Documents à collecter

Copies de plans d'action élaborés par les APE
Copies des lettres de requêtes adressées au FAEF par les APE.

III. Guide de formation

1. Groupe cibles

Animateurs-formateurs des ONG, coordinateur des animateurs formateurs (C.A.F.)

2. Cadre de l'interview

- a. Utilisation du guide
- b. Utilité du guide
- c. Appréciation du guide

3. Cadre de l'observation

Maîtrise des techniques de formation

4. Documents à collecter

Fiche d'évaluation de la formation des participants et/ou des animateurs formateurs

Rapport de la formation

IV Partenariat

1. Groupes cibles

USAID, FAEF (BPE), Mairie, Coordination APE, APE
Dioila/CP, administration publique, (Cdt de cercle, chef
d'arrondissement) ONG

2. Cadre de l'interview

- a. Liste des partenaires
- b. Roles de chaque partenaire
- c. Respect des protocoles
- d. Renforcement des capacités des ONGs

3. Documents à collecter

Correspondances
Protocoles
Documents projets

V. Capacité des APE à gérer leur environnement

1. Groupes Cibles

APE, ONG

2. Cadre de l'interview

- a. Existence d'un budget
- b. Existence et utilisation d'un système de gestion
- c. Expression d'une intention de réhabilitation physique
- d. Existence et efficacité d'un processus d'obtention de fonds
- e. Problèmes et solutions envisagés

3. Documents à collecter

Budget, plan d'action, requêtes

VI- APE hors projet

1 Groupes Cibles

2 membres APE commune III; et 3 membres APE de l'arrondissement central

2. Cadre de l'interview

- a. Fonctionnement (plan d'action, budget)
- b. Compréhension de leur mission
- c. Capacité d'établir une requête FAEF
- d. Compréhension des rôles et attributions des membres du bureau;
- e. Existence de textes
- f. Problèmes / solutions

Equipes d'évaluation

Milieu urbain
du 13 au 18 Aout
Mr. Zallé
Melle Coulibaly
Mr. Maiga

du 13 au 15 Aout
Mr. Dicko
Mr. Ndiaye
Mr. Azarog
Mr. Boly

Milieu rural
du 15 au 18 Aout
Mr. Dicko
Mr. Ndiye
Mr. Azarog
Mr Boly

Instrument de synthèse

1. Nombre total de personne contactées par groupe cible:

Parents d'élèves : Membres Bureau APE: Enseignants:

Groupe cible total :

2. Liste des termes de sensibilisation abordés:

3. Les différents modes de sensibilisation thèmes

4. Nombre de nouveaux bureaux entièrement renouvelés

5. Nombre de bureaux partiellement renouvelés

6. Mode d'élections Brieve description

7. Nombre total d'AG et de réunions tenues

8. Nombre d'APE ayant de nouveaux textes et fonctionnant sur ces nouveaux textes

9. Nombre d'APE ayant un plan d'action (annuel ou triénel)

10. Nombre d'APE ayant commencé l'élaboration d'un plan d'action
11. Nombre de bureaux d'APE dont les membres comprennent leurs rôles et attributions
12. Nombre de comité d'appui dont les membres comprennent leurs rôles et attributions
13. Nombre de comité de gestion dont les membres comprennent leurs rôles et attributions
14. Nombre de bureau ayant en leur sein un mécanisme de communication clairement défini.
15. Nombre de bureaux APE ayant élaboré une lettre de requête au FAEF après les séances de formation.
16. Nombre de personnes ayant évalué la formation comme utile.
17. Nombre de formateurs ayant utilisé le guide
18. Nombre de formateurs ayant trouvé le guide utile
19. Nombres de formateurs maîtrisant les techniques de formation recommandées dans le guide
20. Lacunes observées au niveau des formateurs.

21. Nombre et nom de partenaires travaillant dans le projet
22. Role de chaque partenaire
23. Nombre d'ONG ayant eu des difficultés à appliquer les protocoles d'accords ou certains aspects des protocoles d'accord.
24. Types de difficultés ayant été rencontrées par les ONGs partenaires dans le respect des protocoles.
25. Types d'acquis cités par les ONGs dans le cadre du partenariat
26. Autres types de problèmes rencontrés dans l'exécution du projet.

Calendrier de l'évaluation Projet pilote, Bamako

LIEU/PERSONNE	DATE	HEURE	EQUIPE
Maire commune V	13 Aout 1993	8:00	Dicko, Ndiaye, Zalle, Coulibaly
Inspection commune V	13 Aout 1993	9:00	Dicko, Ndiaye, Zalle, Coulibaly
Commission Education Culture	13 Aout 1993	10:30	Dicko, Ndiaye
Présidente AMPJ	13 Aout 1993	9:00	Boly, Coulibaly
Président OMAES	13 Aout 1993	15:00	Boly, Coulibaly, Maïga.
Bureau Coordination APE Responsable FAEF Responsable USAID	13 Aout 1993		Boly, Maïga
Responsable World Education	13 Aout 1993		Dicko, Ndiaye, Zalle, Coulibaly
12 parents d'élèves	14 Aout 1993	de 9:00 à 13:00	3 équipes de 2 membres: Dicko - Ndiaye Boly - Coulibaly
		16:00 à 18:00	Maïga - Zalle
12 membres des bureaux APE	14 Aout 1993	de 9:00 à 13:00	3 équipes de 2 membres: Dicko - Ndiaye Boly - Coulibaly
		16:00 à 18:00	Maïga - Zalle
9 parents d'élèves	15 Aout 1993	de 9:00 à 13:00	Zallé, Coulibaly, Maïga
		16:00 à 18:00	
9 membres des bureaux APE	15 Aout 1993	de 9:00 à 13:00	Zallé, Coulibaly, Maïga
		16:00 à 18:00	
3 membres du bureau APE de la commune III	16 Aout 1993		Zallé, Coulibaly, Maïga
7 enseignants de la commune V	17 Aout 1993		Zallé, Coulibaly, Maïga
7 enseignants de la commune V	17 Aout 1993		Zallé, Coulibaly, Maïga
3 Animateurs formateurs	17 Aout 1993		